

Pétrole : le retour aux sources

Jacques Adda

Département des diagnostics de l'OFCE

Trois ans et demi après le début du contre choc pétrolier, la stratégie de reconquête du marché lancée par les pays arabes du Golfe semble en bonne voie de porter ses fruits. Au delà de la vive remontée récente des cours du pétrole, le phénomène le plus marquant de la période en cours est incontestablement la nette reprise de la consommation mondiale de pétrole et la lente transformation des conditions d'équilibre du marché qui l'accompagne.

L'étude dresse un bilan de ces transformations et propose une interprétation des mouvements de prix à court terme à partir du calcul d'un indicateur de déséquilibre du marché. Une projection est ensuite établie à horizon 1993. Si aucun nouveau choc pétrolier (hausse) n'est à attendre d'ici là, sauf nouvel événement politique majeur dans le Golfe, l'augmentation régulière de la demande de brut adressée aux pays de l'OPEP est de nature à favoriser un redressement progressif des prix en termes réels, sous le contrôle vigilant de l'Arabie Saoudite. En dollars courants, le prix du pétrole pourrait atteindre 25 dollars en 1993.

La rupture de 1986 a transformé les conditions d'équilibre du marché

La baisse des prix a permis de relancer la consommation mondiale de pétrole

Le contre choc pétrolier a ramené le prix du baril de pétrole de mer du Nord (brent) de 28 dollars en moyenne en 1984-1985 à 16 dollars en moyenne de 1986 à 1988.

Compte tenu de la dépréciation du dollar au cours de ces trois années, la baisse du prix du brut s'est échelonnée entre les deux périodes de 54 % en livres sterling à 65 % en yen, au lieu de 43 % en dollars. Cette baisse a été inégalement répercutée sur les prix des utilisateurs finals. Les marges des compagnies pétrolières d'une part, les préle-

1. Mesure de la baisse moyenne du prix du pétrole

	1984	1985	1986	1987	1988	1984-1985 (1)	1986-1988 (2)	(2)/(1) en %
En dollars	28,5	27,5	14,4	18,4	15,0	28,0	15,9	- 43
En yen	6 755	6 573	2 434	2 668	1 920	6 664	2 341	- 65
En DM	81,2	80,9	31,2	33,1	26,4	81,1	30,2	- 63
En FF	249,1	247,2	99,8	110,6	89,4	248,2	99,9	- 60
En livres	21,4	21,2	9,8	11,0	8,4	21,3	9,7	- 54

Sources : Relevé quotidien des cotisations du Brent dans le *Financial Times* et des taux de change dans le monde.

vements fiscaux d'autre part, en ont absorbé une partie. Pour illustrer ce point, on peut comparer les prix à la consommation des produits dérivés du pétrole en octobre 1985 (prix du brut égal à 28 dollars) et en mai 1988, date qui marque la fin d'une période de cinq mois de stabilité du prix du brut à 16 dollars.

Dans les cinq principaux pays industrialisés la répercussion des baisses de prix au profit des utilisateurs finals a été faible pour l'essence, le diesel et le fuel domestique (- 27 % en moyenne) et forte pour le fuel lourd destiné à l'industrie (- 50 % en moyenne). Ces évolutions moyennes par produit masquent toutefois d'intéressantes disparités nationales. Ainsi les consommateurs allemands et japonais ont-ils bénéficié d'une répercussion presque intégrale de la baisse du brut sur le prix du fuel domestique, contrairement aux consommateurs américains qui ont dû s'acquitter d'une nouvelle taxe sur ce produit, elle-même compensée par une baisse de la fiscalité de l'essence. La France se caractérise, d'une façon générale, par le poids élevé de sa fiscalité pétrolière et par le caractère modeste des transmissions de baisse des prix aux utilisateurs finals.

Compte tenu du poids des carburants dans la consommation de produits pétroliers des pays de l'OCDE, et tout particulièrement des Etats-Unis, la baisse moyenne des prix des produits dérivés du pétrole a été sur la période retenue de l'ordre d'un tiers.

Démentant un certain «pessimisme des élasticités», cette baisse a favorisé une vive reprise de la consommation de pétrole dans la zone OCDE et, au delà, dans l'ensemble du monde non communiste.

Dans la zone OCDE la consommation de pétrole, qui avait chuté de 18 % entre 1979 et 1985, s'est redressée de 7,5 % de 1986 à 1988. Pour l'ensemble du monde non communiste ces chiffres sont respectivement de - 11 % et de + 8 %. Dans le premier cas un tiers du chemin parcouru de 1979 à 1985 a été refait en sens inverse de 1986 à 1988, dans le second cas les deux tiers. Cette inversion de la tendance de la consommation mondiale de brut est elle-même le produit de trois effets.

2. La transmission inégale de la baisse des prix aux utilisateurs finals

		Octobre 1985 (brent = 28 dollars)				Mai 1988 (brent = 16 dollars)				Variations en %		
		Prix TTC en \$	Prix TTC en m.n.	Prix hors taxes en m.n.	Taxes en m.n.	Prix TTC en \$	Prix TTC en m.n.	Prix hors taxes en m.n.	Taxes en m.n.	Prix TTC en m.n.	Prix hors taxes en m.n.	Taxes
Essence (litre)	France	0,680	5,47	2,00	3,47	0,840	4,79	1,11	3,68	- 12	- 44	- 6
	RFA	0,538	1,42	0,71	0,71	0,621	1,04	0,38	0,66	- 27	- 46	- 7
	RU	0,596	0,42	0,19	0,23	0,681	0,36	0,12	0,24	- 14	- 37	0
	Japon	0,642	138	84	54	0,921	115	61	54	- 17	- 27	0
	EU	0,37	0,37	0,24	0,13	0,254	0,25	0,18	0,07	- 31	- 26	- 46
Diesel (litre)	France	0,480	3,88	2,23	1,65	0,519	2,96	1,20	1,76	- 24	- 46	+ 7
	RFA	0,443	1,17	0,73	0,44	0,476	0,80	0,36	0,44	- 32	- 51	0
	RU	0,582	0,41	0,21	0,20	0,544	0,29	0,13	0,16	- 29	- 32	- 20
	Japon	0,456	98	74	24	0,553	69	45	24	- 30	- 39	- 0
	EU	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fuel (domestique) (1 000 litres)	France	362	2 924	2 113	811	321	1 831	1 155	676	- 37	- 45	- 17
	RFA	289	762	652	110	197	331	274	57	- 57	- 58	- 48
	RU	291	205	198	7	236	126	115	11	- 39	- 42	+57
	Japon	352	75 642	75 642	0	296	37 000	37 000	0	- 51	- 51	-
	EU	273	273	273	0	231	231	216	15	- 15	- 21	+ ∞
Fuel lourd pour l'industrie (1 000 litres)	France	173	1 396	1 231	165	114	649	520	129	- 54	- 58	- 22
	RFA	174	460	446	14	107	179	164	15	- 61	- 63	0
	RU	187	132	124	8	154	82	74	8	- 38	- 40	0
	Japon	243	52 287	52 287	0	202	25 263	25 263	0	- 52	- 52	-
	EU	150	150	150	0	78	78	78	0	- 48	- 48	-

m.n. = monnaies nationales
Source : AIE, Oil Market Report.

3. Le poids de la fiscalité pétrolière dans cinq pays de l'OCDE

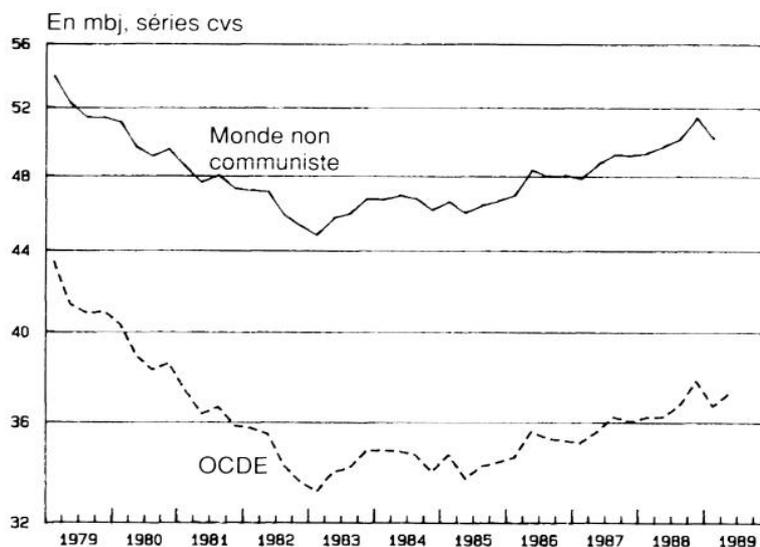
En % du prix TTC

	Essence	Diesel	Fuel domestique	Fuel lourd pour l'industrie
France				
Octobre 1985	63	43	28	12
Mai 1988	77	59	37	20
RFA				
Octobre 1985	50	38	14	3
Mai 1988	63	55	17	8
Royaume-Uni				
Octobre 1985	55	49	3	6
Mai 1988	67	55	9	10
Japon				
Octobre 1985	39	24	0	0
Mai 1988	47	35	0	0
Etats-Unis				
Octobre 1985	35	/	0	0
Mai 1988	28	/	6	0

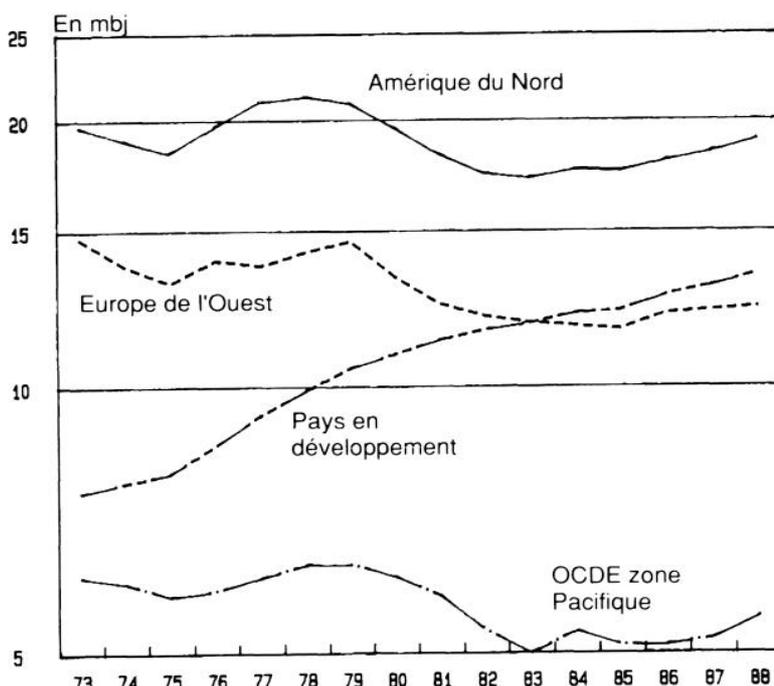
Source : AIE, Oil MarketReport.

• Un effet revenu tout d'abord, lié au redémarrage de l'activité dans la zone OCDE à partir du deuxième trimestre de 1987, lui-même intimement lié au transfert massif de pouvoir d'achat que le contre choc pétrolier a opéré au profit de cette zone. Nous avons dans cette revue chiffré pour l'année 1986 ce transfert, hors effet taux de change, à 0,4 % du PNB aux Etats-Unis, 1,4 % en France et au Japon, 1,6 % en RFA et 2 % en Italie ⁽¹⁾.

1. Consommation de pétrole brut de l'OCDE et du monde non communiste depuis 1979



(1) Cf. département des diagnostics de l'OFCE, «La croissance confisquée», *Revue de l'OFCE*, n. 19, avril 1987, p. 9.



Source : AIE.

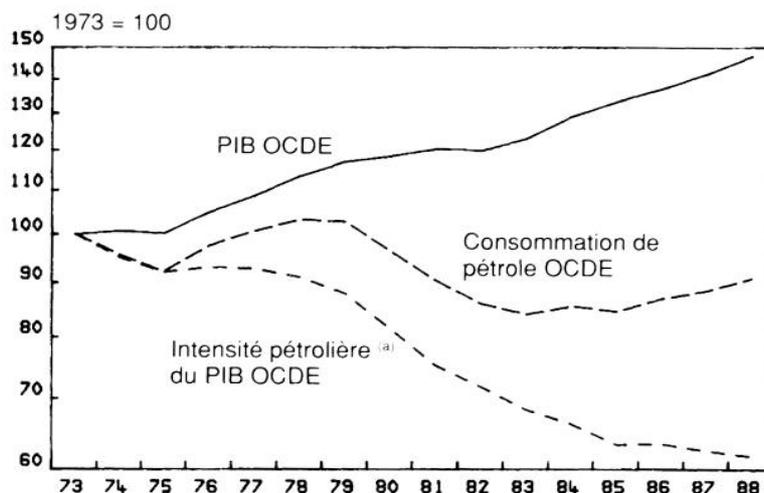
2. Consommation de pétrole brut par zone

- Un effet de contenu énergétique du PNB ensuite. Les deux premiers chocs pétroliers avaient fortement freiné la consommation d'énergie par unité de PNB. Aux économies d'énergie par réduction des gaspillages s'étaient ajoutés des effets de structure liés à la part déclinante des industries énergivores dans le PNB et à la transformation du parc d'équipement des ménages comme des entreprises au profit des biens à faible contenu énergétique et forte valeur ajoutée. Si les effets de structure ne semblent pas susceptibles d'être remis en cause par le contre-choc pétrolier, il n'en va pas de même des effets de comportement (attitude par rapport aux économies d'énergie) comme en témoigne la reprise de la consommation d'essence dans la zone OCDE (+ 8,3 % de 1986 à 1988).

- Un effet de substitution entre énergies enfin. Là encore les lourds programmes d'investissement dans les énergies de substitution au pétrole engagés après 1973 ont peu de chances d'être remis en cause par la baisse des prix. Il semble acquis toutefois qu'ils seront durablement ralentis. Le retour du prix du pétrole à un niveau inférieur ou égal au prix d'équilibre de long terme, généralement situé entre 15 et 18 dollars courants, est en revanche de nature à favoriser des substitutions au détriment du charbon.

L'évolution de l'intensité pétrolière du PIB résume les deux dernières catégories d'effets — effet de contenu énergétique et effet de substitution — présentées ci-dessus. On peut pour la clarté de l'analyse procéder à un redécoupage de ces effets entre des effets-prix de court terme (effets de comportement, effets de substitution n'engageant pas de nouvelles dépenses d'investissement) et des effets de structure, qui jouent sur la longue période et pour lesquels l'inertie par rapport aux variations de prix à court terme est beaucoup plus grande.

3. L'intensité pétrolière du PIB dans la zone OCDE



(a) Rapport de la consommation de pétrole au PIB

Sources : AIE, OCDE, calculs OFCE

L'examen des graphiques 1 et 3 permet de distinguer clairement trois périodes depuis le second choc pétrolier. Du début de 1979 à la mi-1981, l'intensité pétrolière du PNB décline rapidement, de 9,3 % en rythme annuel, sous l'effet conjugué des effets de structure et des effets-prix de court terme. A partir du second semestre 1981 et jusqu'à la mi-1985 le rythme annuel de baisse diminue de moitié, revenant à 4,7 % ; les effets-prix de court terme se résorbent, mais les effets de structure jouent désormais pleinement. Depuis la fin de 1985 la reprise de la consommation de brut provoque une presque stabilisation de l'intensité pétrolière du PNB qui ne baisse plus que de 0,8 % en rythme annuel ; les effets-prix deviennent positifs, tandis que les effets de structure sont atténués par le contre choc-pétrolier.

Les pays du Golfe ont reconquis de substantielles parts de marché

La reprise de la consommation de pétrole depuis 1986 a bénéficié principalement aux pays de l'OPEP, tout particulièrement à quatre d'entre eux : l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Koweït et les Emirats Arabes Unis (EAU). Par rapport au niveau de 1985 l'accroissement cumulé de la consommation mondiale de pétrole au cours des trois années 1986-1988 s'est élevé à 7,5 millions de barils jour (mbj), auxquels se sont ajoutés 1,9 mbj de mouvements positifs de variations des stocks. En d'autres termes, ce sont 9,4 mbj de pétrole supplémentaires qui ont été absorbés en trois ans par le marché mondial par rapport au niveau de demande de 1985. Sur la même période l'accroissement cumulé de la production de l'OPEP s'élève à 8,6 mbj (y compris les condensats) dont 4,1 mbj pour l'Arabie Saoudite, 2,2 mbj pour l'Irak, 0,9 mbj pour le Koweït et 0,9 mbj pour les EAU.

En termes de parts de marché les quatre pays précités ont accru leur part dans la production pétrolière mondiale (pays communistes inclus) de 5,7 points entre 1985 et 1988, soit une progression de 44 %. Plus du tiers des pertes enregistrées entre 1979 et 1985 a ainsi été

4. Le partage du marché pétrolier mondial

En %

	1973	1979	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Déc. 88
Arabie Saoudite	13,6	15,3	9,6	8,6	6,3	8,7	7,5	8,9	11,1
Koweït	5,4	4,0	2,0	2,1	1,9	2,5	2,4	2,5	2,7
EAU	2,8	2,9	2,2	2,1	2,2	2,4	2,7	2,8	3,4
Irak	3,6	5,6	1,9	2,2	2,7	3,0	3,7	4,6	4,4
4 pays Golfe	25,4	27,8	15,7	15,0	13,1	16,6	16,3	18,8	21,6
Iran	10,5	5,1	4,6	2,2	4,2	3,6	3,7	3,9	4,1
6 pays Golfe ^(a)	36,9	33,7	20,9	17,9	17,9	20,7	20,5	23,3	26,3
7 autre pays OPEP	18,7	15,9	12,9	15,0	13,1	12,9	12,6	12,0	12,4
Total OPEP	55,6	49,6	33,8	32,9	31,0	33,6	33,1	35,3	38,7
Canada	3,2	2,4	2,6	2,7	2,7	2,6	2,7	2,8	2,6
Mexique	0,8	2,3	5,1	5,1	5,1	4,4	4,5	4,3	4,1
Etats-Unis	16,5	13,7	16,4	16,4	16,7	15,5	14,9	14,0	13,1
Royaume-Uni	-	2,5	4,3	4,6	4,7	4,5	4,4	3,9	3,4
Chine	2,0	3,4	4,0	4,2	4,7	4,7	4,8	4,7	4,6
URSS	15,0	17,9	22,1	21,4	21,0	20,6	20,8	20,1	19,1
Autres pays	6,8	8,1	11,8	12,7	14,1	14,0	14,7	14,9	14,4
Pays à économie de marché hors OPEP	26,7	28,4	39,3	40,7	42,6	40,3	40,5	39,2	37,0
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Hors zone neutre, y compris Qatar.

Source : Monthly Energy Review janvier 1989.

annulé en trois ans. On notera avec intérêt que l'Iran et les sept pays de l'Organisation autres que ceux du Golfe ont eux continué de perdre du terrain (- 1,4 point) au cours de la période, de sorte que les gains de l'OPEP dans son ensemble ont été plus modestes (+ 4,3 points en trois ans).

Parmi les pays non membres de l'OPEP les Etats-Unis (- 2,7 points), l'URSS (- 0,9 point), le Royaume-Uni et le Mexique (- 0,8 point chacun) sont les principaux perdants de la guerre des prix menée par l'Arabie Saoudite et ses alliés du Golfe. Encore faut-il distinguer ici les pays dont la production a effectivement reculé en volume (Etats-Unis - 0,9 mbj en trois ans, Royaume-Uni - 0,3 mbj, Mexique - 0,2 mbj) et ceux dont l'offre n'a simplement pas été en mesure de suivre l'accroissement de la demande mondiale (URSS + 0,4 mbj, Iran 0). On observera encore que les autres pays producteurs, parmi lesquels de nombreux pays en développement mais aussi la Norvège (+ 0,4 mbj), ont parfaitement résisté à l'offensive des pays du Golfe et accru tant leur production (+ 1,1 mbj) que leur part de marché (+ 0,8 point).

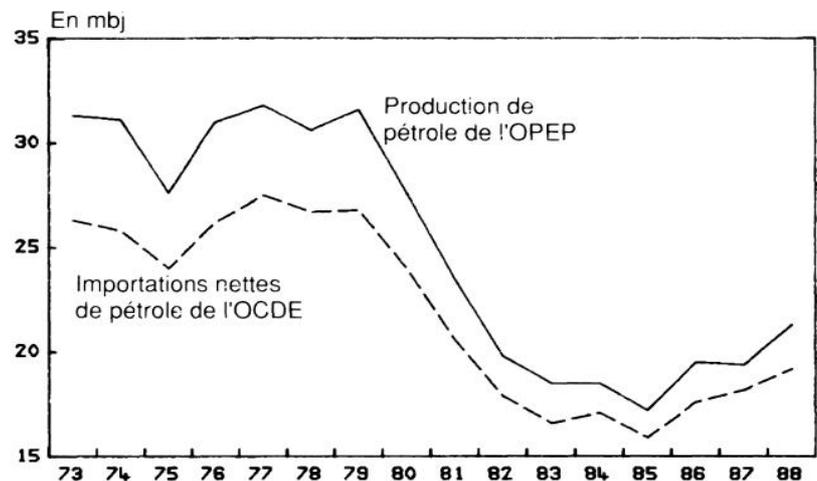
A l'idée que la stratégie des pays du Golfe pourrait porter ses fruits certains ne manqueront pas d'objecter que la part de l'OPEP dans la production mondiale reste 20 points en deçà de son niveau de 1973 et qu'avec une part de marché proche de 40 % les pays à économie

de marché non membres de l'OPEP bénéficient encore d'une situation confortable. C'est là, nous semble-t-il, faire preuve de myopie par rapport aux évolutions en cours et tout particulièrement la part croissante des pays de l'Organisation dans les importations de la zone OCDE.

Les importations de l'OCDE se sont remises à croître dangereusement

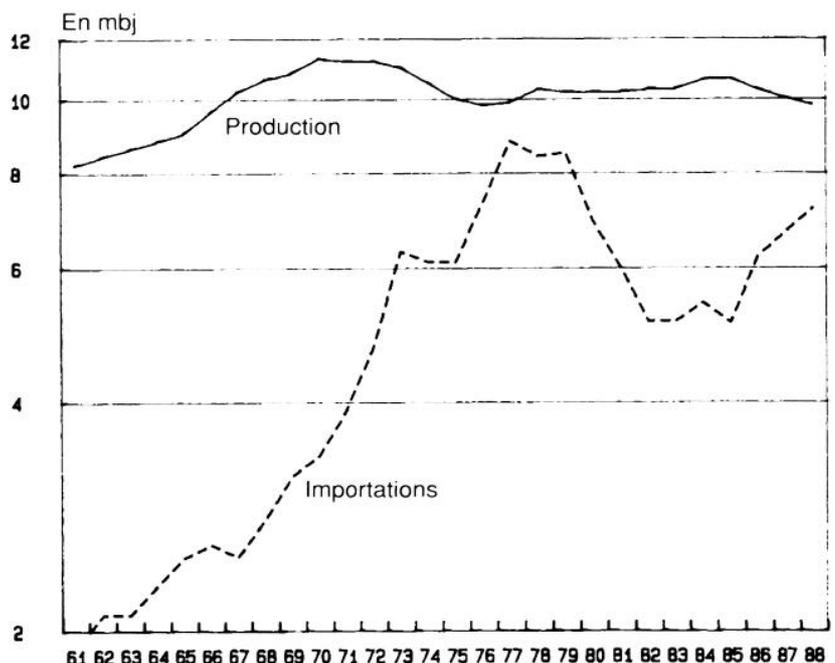
Entre 1979 et 1985 les importations nettes des pays de l'OCDE avaient diminué de 40 % (- 11 mbj). A la veille du contre choc pétrolier, pour la première fois, la production de la zone avait dépassé le volume de ses importations nettes. Ce mouvement continu et spectaculaire de diminution de la dépendance pétrolière de la zone — dont le taux est

4. Production de l'OPEP et importations nettes de l'OCDE



Source : AIE.

5. Production et importation de pétrole des Etats-Unis



Source : Monthly Energy Review.

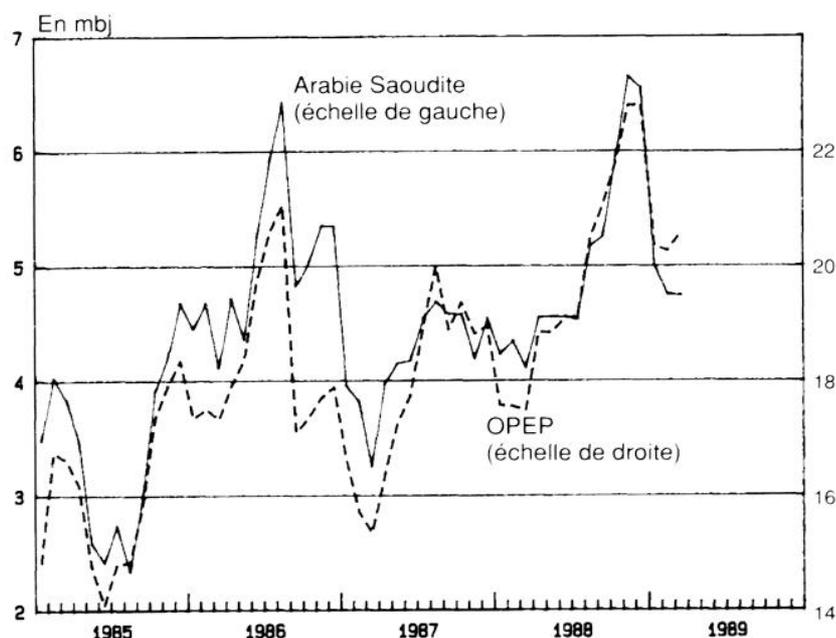
passé de 65 % en 1979 à 48 % en 1985 — est actuellement clairement remis en cause. En trois ans les importations nettes des pays de l'OCDE se sont accrues de 3,2 mbj (+ 20 %), soit à peine moins que l'augmentation de la production de pétrole brut de l'OPEP (hors condensats : + 3,7mbj, soit + 23 %).

Si la tendance est nette dans la zone OCDE, elle est plus marquée encore pour les Etats-Unis dont les importations nettes de pétrole se sont accrues de 48 % entre 1985 et 1988, provoquant une progression de 10 points du taux de dépendance pétrolière, qui est passé de 27 à 37 %, soit un niveau supérieur à celui de 1973 (35 %) et proche de celui de 1979 (43 %).

La stabilisation des prix dans une plage de 15 à 18 dollars le baril s'est faite de façon heurtée

Les inflexions de la stratégie saoudienne et les rebondissements du conflit du Golfe ont commandé l'évolution des prix à court terme

Comme on peut l'observer sur le tableau 4, la reconquête du marché pétrolier par les pays du Golfe n'a pas été au cours des trois dernières années un processus continu. Après une forte poussée de la mi-1985 à la mi-1986, la production de l'Arabie Saoudite a été fortement comprimée



6. Production de pétrole de l'Arabie Saoudite et de l'OPEP

Source : Petroleum Economist.

jusqu'au printemps 1987, avant de progresser à nouveau à l'été 1987, puis au second semestre 1988. Ce profil correspond très exactement à celui de la production totale de l'OPEP.

Cette évolution heurtée reflète assez bien le conflit d'objectifs qui a caractérisé la politique pétrolière saoudienne au cours de la période. La stratégie de reconquête du marché s'appuyait sur un diagnostic précis et des objectifs de long terme parfaitement cohérents. Le diagnostic était qu'à force de supporter seul la stabilisation des prix à un niveau excessivement élevé (28 dollars le baril), le pays le mieux doté en ressources pétrolières s'était progressivement auto-évincé du marché, ne produisant plus à l'été 1985 qu'au quart de ses capacités de production. En provoquant une baisse massive des cours, l'Arabie Saoudite pouvait espérer un redressement de la consommation mondiale (objectif atteint), une diminution de l'offre non OPEP (plus lente à venir) et une forte réduction des dépenses d'exploration en dehors de la zone islamo-pétrolière (qui a eu lieu⁽²⁾). A terme, la part du pétrole dans l'approvisionnement énergétique mondial serait rétablie⁽³⁾ et la part des pays du Golfe dans la production mondiale de brut restaurée.

Cohérente pour des pays disposant de très longues réserves pétrolières (cent ans au niveau de production courant), de réserves financières imposantes et d'une population limitée, cette stratégie ne pouvait que susciter de vives tensions vis-à-vis des autres pays membres de l'Organisation. Qu'ils disposent de réserves pétrolières moins longues ou qu'ils aient des besoins de financement considérables à court terme, des pays comme l'Algérie, le Venezuela, le Nigeria, l'Indonésie et l'Iran n'ont guère intérêt à une baisse des prix qu'ils ne sont pas en mesure de compenser par un accroissement des quantités exportées⁽⁴⁾.

Soucieuse de préserver l'unité de l'Organisation et de concilier au mieux ses objectifs stratégiques de long terme et les contraintes financières de court terme des uns et des autres, y compris les siennes propres, l'Arabie Saoudite a dû composer. Elle a accepté en août 1986, puis en décembre 1986 et en novembre 1988, des accords de limitation de la production qui ont provoqué, à trois reprises, de vives remontées des cours du brut : de 9 à 14 dollars le baril en août 1986, de 14 à 18 dollars en décembre 1986 et de 13 à 17 dollars entre novembre 1988 et janvier 1989. Elle a toutefois clairement fait savoir à ses partenaires qu'elle n'assumerait plus le rôle de producteur d'appoint, qui était le

(2) Les dépenses d'exploration et de développement ont chuté de moitié en 1986 aux Etats-Unis et au Canada. L'activité d'exploration a aussi décliné en mer du Nord, au Mexique, au Brésil, en Colombie, en Australie, en Thaïlande. Dans toutes ces régions les gisements marginaux sont rarement rentables à un prix inférieur à 20 dollars le baril. Cf. Michael G. Renner, «Stabilizing the world oil market», *OPEC Review*, Vol XXII, n° 1, Spring 1988.

(3) La part du pétrole dans la consommation mondiale d'énergie primaire avait progressé de 33,9 % en 1960 à 47,7 % en 1973, avant de décliner jusqu'à 38,7 % en 1985. Elle s'est stabilisée depuis. Cf. le rapport annuel *Energie internationale 1988-1989* de l'IEPE, Paris, Economica, 1988, p. 360.

(4) L'accentuation des difficultés financières provoquée par la rechute des prix du pétrole en 1988 est directement à l'origine des émeutes intervenues dans trois de ces pays (Algérie, Venezuela, Nigeria) au cours des neuf derniers mois (octobre 1988-juin 1989). Elle n'est pas sans rapport non plus avec l'acceptation par l'Iran en juillet 1988 de la résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant un cessez-le-feu immédiat et sans conditions entre les belligérants. Le cessez-le-feu est entré en vigueur le 20 août 1988.

5. Caractéristiques générales des pays de l'OPEP

	Population en 1986 en millions	Ratio réserves/production en 1986 en années	Position nette vis-à-vis des banques déclarantes à la BRI en septembre 1988 en milliards \$	Variation de la production de pétrole 1985-1988 en %	Valeur des exportations de pétrole brut en milliards \$			
					1980	1985	1986	1987
Arabie Saoudite	12,0	90	+ 51,5	+ 49	108,2	25,9	17,8	20,5
Koweït	1,8	210	+ 8,1	+ 38	17,7	9,8	6,4	7,5
EAU	1,4	70	+ 20,4	+ 31	19,6	11,8	7,5	8,7
Qatar	0,3	25	+ 2,5	+ 7	5,4	3,6	1,7	1,8
Irak	16,5	75	- 6,2	+ 83	26,3	11,4	7,2	11,3
Iran	49,8	71	+ 3,6	+ 3	13,3	13,1	7,2	10,0
Libye	3,7	55	+ 4,2	- 3	21,4	10,5	6,2	5,7
Algérie	22,5	27	- 12,0	0	12,6	9,2	4,8	5,9
Nigeria	98,5	30	- 5,9	- 5	25,3	12,3	6,2	7,2
Gabon	1,2	n.d.	- 1,2	+ 13	1,9	1,7	0,7	1,0
Venezuela	17,8	39	- 9,0	+ 10	18,2	10,4	6,7	9,1
Equateur	9,7	17	- 2,9	+ 11	1,6	1,9	1,0	0,8
Indonésie	166,9	17	- 12,4	+ 2	15,6	9,1	5,5	6,3
Total	402,1	69	+ 40,7	+ 24	287,0	130,7	78,8	95,7

Sources : FMI, Statistiques financières internationales ; BP *Statistical Review of World Energy* ; BRI, Evolution de l'activité bancaire et financière internationale ; Petroleum Economist ; CPDP, supplément du Bulletin analytique pétrolier du 6 décembre 1988.

sien jusqu'en 1985, et qu'elle était tout à fait disposée à relancer la guerre des prix s'ils ne respectaient pas la discipline collective, ce qu'elle fit au second semestre 1988.

L'interférence du conflit du Golfe a joué alternativement dans les deux sens au cours de la période sous revue. Au printemps 1987 la découverte de mines dans les eaux du Golfe a été le prélude d'une phase d'intense tension militaire dans la région, qui a culminé avec les émeutes de La Mecque au début d'août⁽⁵⁾. Les craintes concernant la liberté de navigation et la possibilité de traverser le détroit d'Ormuz, par lequel transitent 8 mbj, soit un sixième de la consommation de brut du monde non communiste, ont provoqué une importante concentration de flotte militaire des grandes puissances dans le Golfe. L'envolée spéculative de la demande qui a accompagné ces événements a suscité une flambée des cours, le Brent de mer du Nord frôlant les 21 dollars à la fin de juillet et au début d'août 1987.

Mais le conflit du Golfe a aussi pesé à la baisse sur les cours à partir de l'automne 1987, une fois la tension militaire retombée. Ayant pu rétablir sa capacité d'exportation de brut grâce à la mise en service d'oléoducs passant par l'Arabie Saoudite et la Turquie, l'Irak a accru de 1 mbj le volume de sa production entre janvier et décembre 1987, contribuant à la formation d'un excès d'offre permanent entre l'automne 1987 et la fin 1988⁽⁶⁾. La volonté des pays du Golfe de mettre l'Iran, déjà très en difficulté sur le plan militaire, à genoux financièrement est très vraisemblablement à l'origine de l'échec des réunions de l'OPEP de décembre 1987 et de juin 1988. De septembre 1987 à mars 1988 les pays du Golfe maintiennent le niveau de leur production très au dessus de leurs quotas, alors même que le mouvement de stockage spéculatif de l'été a pris fin, si bien que de 21 dollars au début d'août 1987, le prix du Brent revient à 14 dollars en mars 1988. En avril 1988, lors de la première conférence entre les pays de l'OPEP et sept Etats producteurs (les «NOPEP») ayant décidé d'apporter leur soutien aux efforts de l'Organisation en vue de stabiliser le marché, l'Arabie Saoudite, à la surprise générale, bloque tout accord⁽⁷⁾. Ce refus de saisir l'opportunité historique d'élargir l'action de l'OPEP à de nouveaux pays producteurs ne peut s'interpréter que comme une volonté délibérée d'empêcher la vive remontée des cours qu'un accord n'aurait pas manqué

(5) Au cours desquelles 275 pèlerins iraniens avaient été tués par les forces de l'ordre saoudiennes. Peu de temps après l'Ambassade saoudienne à Téhéran était saccagée et un diplomate saoudien tué.

(6) En décembre 1986 l'Irak s'était désolidarisé de l'accord de limitation de la production signé par les douze autres pays membres de l'OPEP. Il n'a accepté de réintégrer la discipline collective qu'en novembre 1988, une fois le cessez-le-feu avec l'Iran entré en vigueur et après que l'Iran ait accepté le principe de parité des quotas de production.

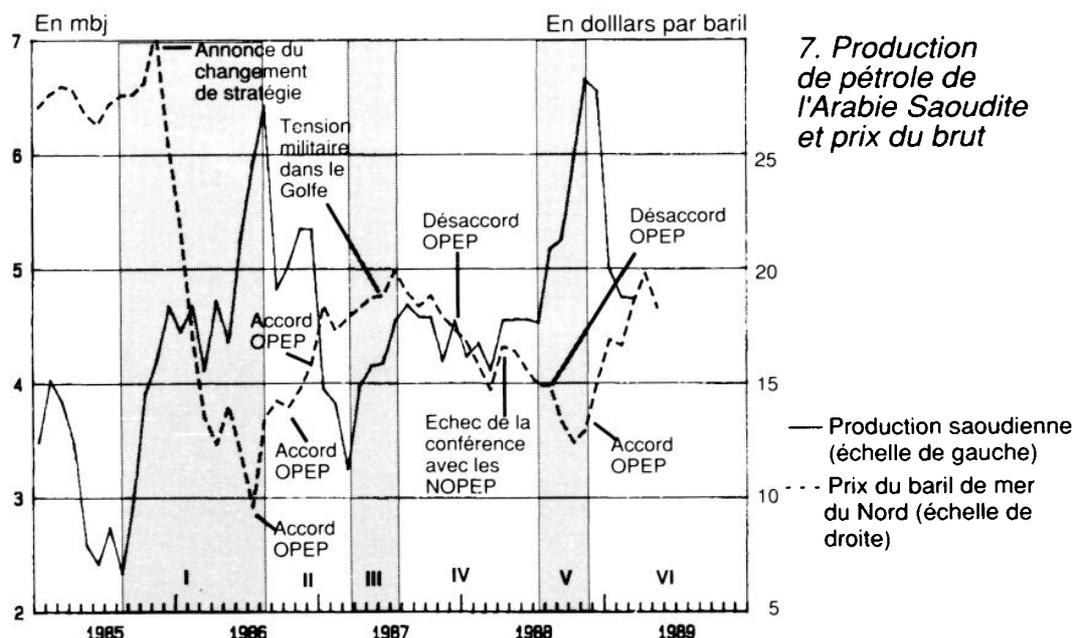
(7) Les sept NOPEP (Angola, Chine, Colombie, Egypte, Malaisie, Mexique, Oman) avaient offert une réduction de 5 % de leurs exportations au cours des mois de mai et juin 1988. La Norvège et l'URSS, présents comme observateurs, offraient d'en faire de même. L'Arabie Saoudite n'accepta tout d'abord qu'une réduction équivalente, en valeur absolue, de la production de l'OPEP, soit 0,183 mbj (1 % environ de la production courante de l'OPEP à cette date). Les NOPEP ayant accepté cette offre, les quatre membres du Conseil de coopération du Golfe ne voulurent assumer que le tiers de l'effort consenti, laissant le solde à la charge des huit autres Etats (l'Irak n'étant pas partie prenante de l'accord). Cette exigence était bien sûr inacceptable pour les autres pays de l'Organisation et la réunion se solda par un échec, l'OPEP s'avérant incapable de répartir équitablement entre ses membres une baisse de 1 % de sa production.

de provoquer. Après avoir annoncé en mars 1988 qu'elle consentirait à tous ses clients des rabais alignant ses prix sur ceux du marché et qu'elle abandonnait toute référence aux prix officiels du pétrole, l'Arabie Saoudite relançait dès l'été sa production jusqu'à plus de 6 mbj, dépassant de près de 50 % son quota de production, ce qui provoqua une nouvelle glissade des prix en dessous de 14 dollars. En juillet l'Iran acceptait le principe du cessez-le-feu. Les derniers mois précédant l'accord de novembre 1988 allaient se caractériser par une course des principaux pays à capacité de production excédentaire, chacun poussant sa production à la hausse afin de parvenir à la table des négociations dans la meilleure position possible.

Déséquilibres de marché et fluctuations des prix à court terme

L'analyse qui précède, jointe à l'examen minutieux des mouvements de l'offre de pétrole OPEP, permet de distinguer six sous-périodes au cours des trois années et demi qui vont du changement de stratégie des pays du Golfe (automne 1985) à l'envolée des prix de l'hiver 1989 (graphique 7 et tableau 6).

Les déséquilibres apparus au cours de ces différentes périodes ne peuvent, par définition, être mesurés à partir des données d'équilibre *ex-post* du marché. Si elles constituent un indicateur précieux, les variations de stocks ne nous disent rien quant au signe des déséquilibres, une variation positive pouvant tout aussi bien provenir d'un mouvement de stockage spéculatif poussant les prix (et la production OPEP) à la hausse que d'un excès d'offre stimulant la formation de stocks en période



Sources : *Petroleum Economist* et relevé quotidien des cotations du Brent dans le *Financial Times*

6. Périodisation de l'évolution

	Evénements ¹	Origines des mouvements de prix	
I Septembre 1985 à juillet 1986	Décembre 1985 annonce du changement de stratégie de l'OPEP	Accroissement de l'offre OPEP	
II Août 1986 à février 1987	Accords OPEP d'août, octobre et décembre 1986 : limitation de la production	Réduction de l'offre OPEP	
III Mars 1987 à août 1987	Tensions militaires dans le Golfe. Tensions politiques entre l'Irak et l'Arabie Saoudite	Accroissement de la demande spéculative	
IV Septembre 1987 à juillet 1988	Echec des réunions OPEP de décembre 1987 et juin 1988. Echec de la conférence OPEP- NOPEP d'avril 1988	Retour à la normale de la demande. Non réduction de l'offre OPEP	
V Août 1988 à décembre 1988	Cessez-le-feu Irak-Irak	Accroissement de l'offre OPEP	
VI Janvier 1989 à mars 1989	Accords OPEP de novembre 1988. Réintégration de l'Irak. Accidents des plateformes en mer du Nord	Réduction de l'offre OPEP. Réduction de l'offre OCDE	

Source : OFCE

de baisse des prix. Le problème est encore compliqué par l'imperfection des statistiques concernant la formation de stocks, les données disponibles retraçant les variations des seuls stocks des compagnies pétrolières et des gouvernements (stocks dits primaires), les stocks «secondaires» constitués par les distributeurs non intégrés et les stocks «tertiaires» constitués par les utilisateurs finals ne pouvant être dissociés des statistiques de consommation finale.

récente du marché pétrolier

Politique d'offre de l'OPEP	Variation du Prix (Brent)	Nature des déséquilibres et sens de l'ajustement	Mouvement des stocks
Active : juin 1985-décembre 1985 + 4,5 mbj mars 1986-août 1986 + 2,8 mbj	Décembre 1985-avril 1986 - 50 % Avril-juillet 1986 - 33 %	Excès d'offre. Baisse des prix	Stockage anormalement élevé
Active : août -septembre 1986 - 4 mbj décembre 1986-mars 1987 - 2,5 mbj	Août-septembre 1986 + 50 % Octobre-décembre 1986 + 20 %	Elimination de l'excès d'offre, demande rationnée. Hausse des prix	Déstockage anormalement élevé
Passive (suit la demande) : avril-août 1987 + 3,5 mbj	Février-juillet 1987 + 15 %	Excès de demande. Hausse des prix	Stockage spéculatif
Passive (suit la demande) août 1987-mars 1988 - 2,5 mbj	Août 1987-mars 1988 - 25 %	Excès d'offre. Baisse des prix	Arrêt du stockage spéculatif puis stockage anormalement élevé
Active : mars-juillet 1988 + 1,6 mbj juillet-décembre 1988 + 3,7 mbj	Mai-octobre 1988 - 25 %	Excès d'offre. Baisse des prix	Stockage anormalement élevé
Active : décembre 1988-janvier 1989 - 2,5 mbj	Décembre 1988-février 1989 + 35 % Février-avril 1989 + 20 %	Elimination de l'excès d'offre ; demande rationnée. Hausse des prix	Déstockage anormalement élevé

Une évaluation des déséquilibres *ex-ante* suppose donc le calcul d'une demande de pétrole « normale » adressée aux pays de l'OPEP. La demande de pétrole effectivement adressée à l'OPEP se déduit logiquement de l'équilibre constaté *ex-post* sur le marché international. Les données ci-dessous illustrent ce point pour les troisièmes trimestres des années 1985 et 1988 :

(en mbj)	T3 1985	T3 1988
Consommation de l'OCDE	33,4	36,0
+ Consommation de l'OPEP et des autres PED	12,1	13,4
- Production de l'OCDE	17,0	16,4
- Production des autres PED	8,5	9,3
- Exportations nettes des pays communistes	2,4	2,5
- Gains de transformation	1,1	1,1
+ Variations de stocks de l'OCDE	- 0,2	0,8
+ Variations de stocks hors OCDE et erreur statistique	- 0,2	0,6
= Demande adressée à l'OPEP	16,2	21,5
- Condensats	1,3	1,7
= Production de pétrole brut de l'OPEP	14,9	19,8

Les variations de la production de l'OPEP sont nécessairement égales *ex-post* à celles de la demande adressée aux pays de l'Organisation. Les données comptables qui mesurent ces évolutions ne permettent pas de faire la part, au delà des variations saisonnières, des mouvements de l'offre liés soit à des inflexions de la stratégie des pays du Golfe soit à des mouvements spéculatifs de la demande, en les distinguant de l'augmentation normale de la production OPEP liée à l'accroissement tendanciel de la demande et à la baisse de la production des pays concurrents de l'OPEP.

Le calcul de la demande « normale » adressée à l'OPEP proposé ici est réalisé :

- En lissant l'évolution des données de consommation de l'OCDE préalablement désaisonnalisées autour de leur tendance moyenne sur la période considérée (1986-1988), qui est de + 0,6 % par trimestre ⁽⁸⁾. La série ainsi obtenue est ensuite resaisonnalisée avant d'être réintégrée dans le compte pétrolier.

- En appliquant un profil saisonnier normal de variation des stocks dans la zone OCDE : déstockage au premier trimestre (- 1 mbj), variation nulle aux deuxième et troisième trimestres, stockage au quatrième trimestre (+ 1 mbj).

- En maintenant constante l'erreur statistique moyenne observée sur les dix dernières années, qui apparaît comme une variation de stocks négative du reste du monde de 0,5 mbj chaque trimestre ⁽⁹⁾.

- En conservant les données observées pour tous les autres postes de l'équilibre offre/demande global.

(8) Cette tendance a été calculée sur la période allant du troisième trimestre 1985 au troisième trimestre 1988.

(9) Il s'agit du poste d'ajustement du compte pétrolier présenté par l'AIE chaque mois dans *Oil Market Report*, qui inclut, outre les erreurs et omissions, les variations de stocks en mer et les variations de stocks du reste du monde.

7. Calcul de la demande «normale» adressée à l'OPEP

En millions de barils par jour (sauf mention contraire)		Consommation OCDE observée	Consommation OCDE «normale» (a)	Variation de stocks et ajustement observés	Variation de stocks et ajustement «normaux» (b)	Production observée de l'OPEP (pétrole brut)	Demande «normale» adressée à l'OPEP (pétrole brut)	Déséquilibre de marché en valeur absolue	Signe du déséquilibre (c)	Prix du baril de pétrole (brent) en dollars
1986	T1	35,7	35,6	- 1,6	- 1,5	17,2	17,2	0	-	17,5
	T2	34,3	33,5	0,7	- 0,5	17,8	15,8	2,0	-	12,7
	T3	34,6	34,3	2,1	- 0,5	19,2	16,3	2,9	-	12,4
	T4	36,1	36,1	- 1,9	+ 0,5	17,3	19,7	2,4	+	14,9
1987	T1	36,3	36,7	- 3,6	- 1,5	15,6	18,1	2,5	+	17,9
	T2	34,3	34,4	0,2	- 0,5	16,9	16,3	0,6	+	18,6
	T3	35,5	35,2	1,4	- 0,5	19,2	17,0	2,2	+	19,1
	T4	36,9	37,0	- 0,3	+ 0,5	18,9	19,8	0,9	+	18,0
1988	T1	37,4	37,6	- 2,4	- 1,5	17,5	18,6	1,1	+	15,8
	T2	34,9	35,2	1,9	- 0,5	18,6	16,5	2,1	-	16,2
	T3	36,0	36,1	1,3	- 0,5	19,8	18,2	1,6	-	14,4
	T4	38,7	37,9	0,6	+ 0,5	22,3	21,3	1,0	-	13,5
1989	T1	38,0	38,5	- 1,5	- 1,5	19,9	20,6	0,7	+	17,4

(a) La tendance (+ 0,6 % par trimestre en données cvs) a été calée sur le point du troisième trimestre de 1985. Les données ont été ensuite resaisonnalisées.

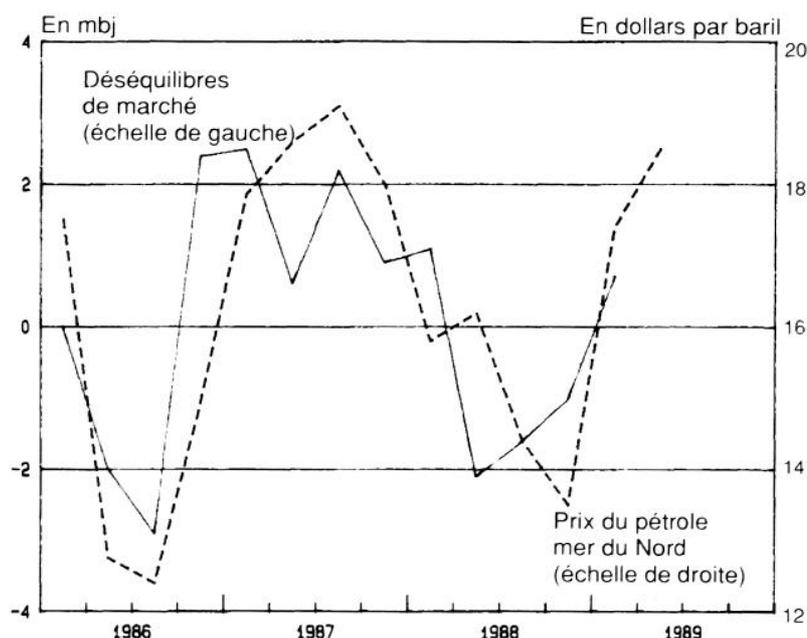
(b) Poste d'ajustement constant de - 0,5 mbj.

(c) Un signe positif traduit une situation d'excès de demande.

Sources : AIE pour les données observées ; calculs de l'auteur.

On notera que le signe du déséquilibre, à deux exceptions près, correspond au signe de la différence entre la demande théorique adressée à l'OPEP et la production effective des pays de l'Organisation. Les deux exceptions concernent les deuxième et troisième trimestres de 1987, au cours desquels la demande spéculative a poussé la production de l'OPEP très au dessus du niveau de la demande qui lui est normalement adressée. Le graphique 8 fait apparaître un parallélisme significatif entre l'évolution de l'indicateur de déséquilibre ainsi calculé et celle du prix du pétrole brut.

8. Déséquilibre de marché et prix du pétrole



Note : un déséquilibre affecté d'un signe positif correspond à un excès de demande.

Source : calculs OFCE à partir des données AIE.

Le point du premier trimestre 1986, qui indique une situation d'équilibre *ex-ante*, appelle toutefois quelques commentaires. A cette date la production de l'OPEP se situe 1 mbj au dessus de son niveau du premier trimestre de 1985 et le marché se trouve logiquement en situation d'excès d'offre. Le fait significatif toutefois nous semble être que le mouvement de baisse des prix ait été déclenché seulement après que l'OPEP eût annoncé le 9 décembre 1985 qu'elle abandonnait son ancienne stratégie de soutien des prix, alors même que l'accroissement massif de la production saoudienne avait commencé dès le mois de septembre 1985. Dans les premiers mois de 1986 l'offre OPEP est stabilisée à un peu plus de 17 mbj et, dans le contexte d'effondrement des prix de l'époque (- 12 dollars en quelques semaines), trouve acquéreur. La variation des stocks au cours de ce trimestre correspond en apparence au mouvement saisonnier normal (- 1,1 mbj dans la zone OCDE, - 0,5 mbj dans le «reste du monde») mais ceci reflète un double mouvement contradictoire de déstockage des agents disposant d'importants stocks acquis à prix élevé et de stockage des agents désireux de profiter de la baisse des prix. On peut ainsi comprendre que l'indicateur de déséquilibre ne signale pas d'excès d'offre en cette période.

A moyen terme l'augmentation de la demande adressée à l'OPEP facilitera un redressement progressif du prix du baril en termes réels

Vers une emprise structurelle sur le marché

En laissant monter en 1979-1980 le prix du pétrole très au dessus de son niveau d'équilibre de moyen terme, l'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe avaient de toute évidence commencé à scier la branche sur laquelle ils étaient assis. Le retour des prix dans une plage compétitive de 15 à 18 dollars le baril (15 dollars de 1986 ou 18 dollars de 1988) est de nature à leur redonner le contrôle du marché pétrolier dans les années quatre-vingt-dix. Ces pays disposent pour cela d'atouts incontestables. A la fin de 1987 près des deux tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole étaient localisées dans les pays du Golfe (au lieu de 57 % deux ans plus tôt⁽¹⁰⁾). Il est en outre connu que ces réserves ont les coûts d'extraction les plus bas. Selon des études récentes⁽¹¹⁾ les trois quarts des ressources ultimes récupérables à un coût technique (coût d'exploration et de production hors taxes) inférieur à 4 dollars le baril sont situées dans les pays du Proche-Orient. La quasi totalité des capacités de production inutilisées dans le monde (8 à 9 mbj) sont par ailleurs concentrées dans les pays de l'OPEP (7 à 8 mbj), la plus grande part correspondant au pays du Golfe.

Les efforts d'intégration en aval entrepris par certains pays de l'OPEP (Koweït, Venezuela, Libye, peut-être Arabie Saoudite) par acquisition ou prise de participation dans des raffineries et des réseaux de distribution en Europe ou aux Etats-Unis constituent un autre facteur de renforcement de leur position à moyen terme. Ces investissements permettent en effet aux pays producteurs de capter les marges de raffinage et de distribution et leur assurent la sécurité d'une part croissante de leurs débouchés⁽¹²⁾.

(10) Les réserves des pays du Golfe (Arabie Saoudite en particulier) ont été fortement réévaluées à la hausse en 1986, tandis que les réserves du reste du monde non communiste étaient révisées à la baisse du fait de la chute des prix, nombre de gisements cessant d'être économiquement exploitables dans le nouveau contexte pétrolier.

(11) Cf. la communication de Michel Pecqueur au 12^{ème} congrès mondial du pétrole, publiée dans la *Revue de l'Energie* de juin 1987.

(12) Pour une analyse des transformations structurelles actuelles du marché pétrolier international, voir l'intéressante étude d'Antoine Ayoub, «Le marché pétrolier international : instabilité et restructuration», *Revue de l'énergie*, décembre 1988.

8. Localisation des réserves prouvées de pétrole

	Fin 1985		Fin 1987		
	Milliards de barils	% du total	Milliards de barils	% du total	Réserves/production en années
Etats-Unis	28	4,1	25	2,8	7
Mer du Nord	21	3,0	25	2,8	19
Total OCDE	59	8,5	61	6,8	11
Afrique	57	8,1	56	6,3	34
Asie-Pacifique	17	2,5	18	2,0	9
Amérique latine	84	12,1	114	12,8	47
Proche-Orient	398	57,1	563	63,2	124
Total PED	556	79,8	751	84,3	75
Pays communistes	81	11,7	79	8,9	17
Monde	697	100,0	891	100,0	41
OPEP	484	69,5	677	76,0	104

Sources : AIE et *Petroleum Economist*

La fin du conflit Iran-Irak et la réintégration de l'Irak au sein des accords de limitation de la production de l'Organisation devraient par ailleurs supprimer une source d'instabilité du marché. Dans ces conditions, il est probable que les bases d'une coopération fructueuse, récemment trouvées avec les pays «NOPEP», pourront être développées à l'avenir ⁽¹³⁾.

La résorption rapide de l'excédent de capacité des pays du Golfe

Les capacités de production des pays de l'OPEP ont fortement diminué au cours des dix dernières années, en raison du conflit du Golfe mais aussi du niveau insuffisant des investissements depuis le début de la décennie. Selon les informations les plus récentes, ces capacités s'élèveraient en 1988 à 25 mbj pour la production de brut (27 mbj si l'on tient compte des condensats), au lieu de 39 mbj en 1979 ⁽¹⁴⁾. Les

(13) Lors d'une nouvelle réunion OPEP-NOPEP en février 1989, cinq pays non membres de l'organisation (Chine, Egypte, Malaisie, Mexique, Oman) ont accepté le principe d'une réduction de 5 % de leurs exportations, trois autres pays (Angola, Colombie, Yémen du Nord) ont décidé de geler leur production, la Norvège a assuré qu'elle maintiendrait la réduction qu'elle applique déjà (de 7,5 %), l'URSS et le Brunei ont annoncé une réduction de 5 % de leurs productions. Mises en œuvre à partir d'avril 1989, ces mesures ont provoqué une baisse de 0,3 mbj environ de la production non OPEP. cf. CPDP, *Bulletin analytique pétrolier*, n° 936, 10 mai 1989, fiche 28310.

(14) Cf. le rapport préparé par l'East West Center (Honolulu) à l'intention du Département américain de l'énergie, dont a rendu compte la revue *Petroleum Economist* dans son numéro de mars 1989.

trois quarts de cette baisse seraient imputables aux pays du Golfe, dont un peu moins de la moitié aux pertes de capacités iranienne et irakienne. Même si un redressement peut être attendu du fait de la fin de la guerre, une révision aussi significative des estimations à la baisse (les anciennes estimations dépassaient couramment 30 mbj) raccourcit très sensiblement l'horizon au delà duquel l'équilibre du marché pourrait être sérieusement perturbé.

Le mouvement d'augmentation de la demande adressée à l'OPEP n'a en effet aucune raison de s'interrompre tant que le prix du pétrole ne sort pas de la plage de compétitivité définie plus haut, autrement dit ne dépasse pas 18 dollars de 1988. Le tableau 9 résume les conditions d'équilibre du marché en supposant cette contrainte respectée et en admettant que les pays de l'OPEP adaptent passivement le niveau de leur production à la demande qui leur est adressée. Les hypothèses macroéconomiques retenues intègrent un ralentissement sensible de l'activité dans les pays industrialisés ⁽¹⁵⁾ à partir de la fin de 1989 jusqu'au début de 1991 et une reprise assez vive en 1992.

Le calcul de la consommation de pétrole de l'OCDE est établi en supposant que les effets de structure (négatifs) ont été légèrement ralentis par le contre-choc pétrolier et que les effets-prix (positifs) s'épuiseront en 1989 et 1990 et seraient nuls ensuite, le prix du pétrole restant proche de son niveau d'équilibre de moyen terme. L'intensité pétrolière du PNB, dont la baisse avait été nettement ralentie en 1986-1988 par le jeu des effets-prix, décroîtrait de 2 % par an dans les premières années quatre-vingt-dix.

Les autres hypothèses concernent la production de l'OCDE, dont la baisse sur la période 1988-1993 atteindrait 10 %, et les importations nettes des autres régions en développement (hors OPEP) qui recommenceraient à augmenter légèrement à partir de 1990. Les variations de stocks des pays de l'OCDE sont supposées nulles pour chacune des années 1989-1993. Le poste d'ajustement du compte, constamment négatif de 0,5 mbj au cours des dix dernières années, est maintenu à ce niveau par la suite.

Sous cet ensemble de conditions, communément considérées comme réalistes, la demande de pétrole brut adressée à l'OPEP progresserait de 4,3 mbj entre 1988 et 1993 (+ 22 %), approchant 24 mbj à cette date. En 1993 l'OPEP réaliserait 50 % de la production du monde non communiste, au lieu de 40 % en 1985 et 45 % en 1988. Le taux de croissance annuel moyen de la consommation mondiale (hors pays communistes) s'établirait à 1,9 %, dont 1,1 % pour la zone OCDE et 4 % pour les régions en développement (OPEP incluse). Les importations nettes de la zone OCDE augmentent de 3,5 mbj sur la période (après + 3,2 mbj, de 1985 à 1988), portant le rapport des importations à la consommation de la zone à 58 % en 1993 (soit presque autant qu'en 1980), au lieu de 46 % en 1985 et 52 % en 1988.

(15) Cf. Département des diagnostics de l'OFCE. « Dernière sortie avant l'inflation », *Revue de l'OFCE*, n° 27, avril 1989.

9. Projection de la demande adressée à l'OPEP 1989-1993 à prix réel constant (15 à 18 dollars de 1988) du baril de pétrole

		1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Calcul de la croissance de la consommation de pétrole de l'OCDE en %	(1) PIB OCDE	3,4	2,7	3,3	4,0	3,3	2,5	2,5	3,5	3,0
	(2) Consommation unitaire de pétrole	- 4,3	0,1	- 1,6	- 1,2	- 1,5	- 1,7	- 2,0	- 2,0	- 2,0
	(3) Consommation OCDE de pétrole	- 0,9	2,8	1,7	2,8	1,8	0,8	0,5	1,5	1,0
Equilibre du marché pétrolier en mbj	Consommation OCDE	34,2	35,2	35,8	36,8	37,5	37,8	38,0	38,5	38,9
	Consommation autres PED	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	11,1	11,5	12,0	12,6
	Production OCDE	17,0	16,9	16,8	16,7	16,3	16,1	15,8	15,5	15,2
	Production autres PED	8,5	8,5	8,9	9,3	9,5	9,7	10,0	10,3	10,6
	Exportations nettes PEP	1,9	1,7	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
	Demande de pétrole brut adressée à l'OPEP	16,0	17,9	17,5	19,5	19,9	20,6	21,4	22,6	23,8

Note : (3) = (1) + (2).

Hypothèses retenues pour les années 1989-1993 :

— variation de stocks annuels dans la zone OCDE = 0 ;

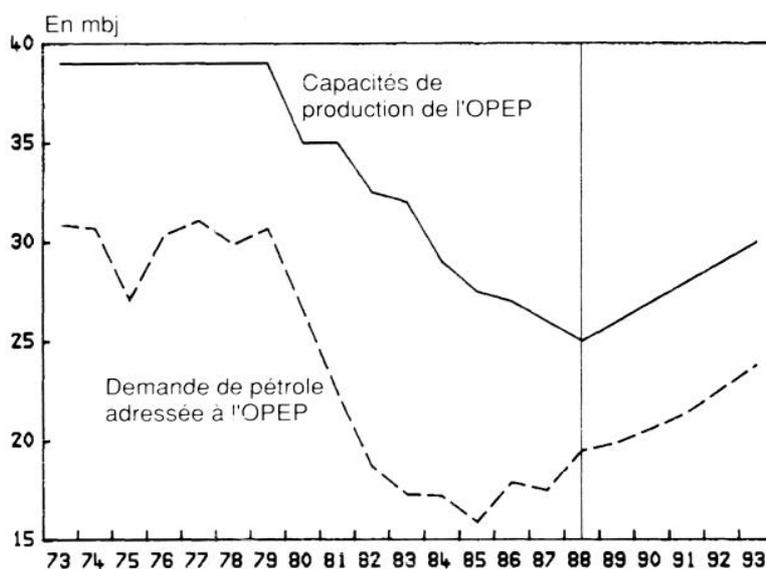
— variation de stocks hors OCDE, et poste d'ajustement statistique = - 0,5 mbj ;

— gains de transformation constants (- 1,1 mbj) et production de condensats OPEP constante (1,7 mbj) ;

— consommation OPEP = + 5 % par an.

Sources : AIE, calculs et prévisions de l'auteur.

Le point d'utilisation maximale des capacités de production des pays de l'OPEP a donc peu de chances d'être atteint d'ici 1993, mais on s'en rapproche assez vite. En supposant une capacité installée de 30 mbj en 1993, la marge de capacité excédentaire ne serait plus que de 20 % à cette date, au lieu de 40 % en 1985. Au rythme prévu de croissance de la demande adressée à l'OPEP, l'excédent serait pratiquement épongé vers le milieu de la prochaine décennie ⁽¹⁶⁾.



9. Capacité de production et demande adressée à l'OPEP

Sources : calculs OFCE à partir des données AIE ; Akin Iwayemi, «Producer response in an unstable oil market : consensus of conflict», *OPEC Review*, winter 1988 ; Résultats de l'étude de l'East West Center présentés dans *Petroleum Economist* de mars 1989

Le prix du pétrole pourrait tendre vers 25 dollars le baril en 1993

L'examen des tendances de fond du marché pétrolier international montre que les conditions d'un redressement du prix réel du baril seront réunies au début de la prochaine décennie, c'est-à-dire une fois passée la phase de ralentissement prévisible de l'activité internationale. La poussée récente des prix ne doit pas, de ce point de vue, faire illusion. Elle est due, pour l'essentiel, à la mauvaise anticipation par le marché de la rapidité avec laquelle les pays membres de l'Organisation appliqueraient les mesures de réduction de la production décidées en novembre 1988. Du dernier trimestre de 1988 au premier trimestre de 1989, l'OPEP a retiré 2,4 mbj du marché. Dans ces conditions, la baisse accidentelle de la production de mer du Nord a suffi à ranimer les anticipations haussières. Le relèvement de la production des pays du Golfe qui a suivi en avril et mai montre que la volonté de l'Arabie Saoudite d'empêcher tout dérapage durable des prix à la hausse reste intacte.

(16) Il est en outre vraisemblable que le niveau de production désirée des pays de l'OPEP se situe légèrement en dessous du niveau maximal d'utilisation des capacités de production, certains Etats ne souhaitant pas gaspiller trop vite des ressources non remplaçables.

10. Prix nominal et prix réel du pétrole

	1973	1974	1978	1981	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Prix du baril en dollars courants (a)	2,7	9,8	12,7	32,5	27,5	14,4	18,4	15,0	17,5	17,5	19,0	22,0	25,0
Prix mondial des exportations de produits manufacturés en dollars courants	37	44	64	77	70	83	93	100	106	112	119	126	134
Prix réel du baril en dollars de 1988	7	22	20	42	39	17	20	15	16,5	15,5	16	17,5	19

(a) Arabian Light jusqu'en 1985, brent ensuite.

Sources : OCDE, série A : calculs et prévisions de l'auteur.

En termes réels, c'est-à-dire déflaté par l'indice des prix des exportations mondiales de produits manufacturés en dollars, le prix du baril en 1988 se situait 25 % en dessous de son niveau de 1978, généralement considéré comme correspondant au prix d'équilibre à long terme. En supposant que l'inflation mondiale en dollars reste contenue à 6 % par an en moyenne de 1989 à 1993, le respect d'une norme d'équilibre de moyen terme définit un prix plafond en dollars courants de 20 dollars environ en 1989-1990 et de 25 dollars en 1993. En 1989-1990 le ralentissement de la consommation mondiale semble de nature à maintenir le prix du baril de mer du Nord entre 17 et 18 dollars. Au delà de cette phase, compte tenu d'une élasticité-prix de court terme de $-0,15$, il suffira aux pays de l'OPEP de fixer leur plafond de production 1 mbj en dessous de la demande qui leur est adressée pour s'assurer, sur un marché de près de 50 mbj, d'une progression annuelle des prix de l'ordre de 15 %.

11. Rappel des prévisions antérieures et actuelles de prix du pétrole de mer du Nord

En dollars par baril

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Mars 1986	16,4	17,5						
Mai 1986	15,3	17,8						
Septembre 1986	15,2	18,8						
Mars 1987		18,1	19,5					
Septembre 1987		18,5	19,0					
Mars 1988			16,0	15,0				
Septembre 1988			15,8	17,5				
Mars 1989				16,5	17,0			
Juin 1989				17,5	17,5	19,0	22,0	25,0
Prix observé annuel moyen	14,4	18,4	15,0					

Source : OFCE, département des diagnostics, chronique de conjoncture internationale publiée dans les numéros d'avril et octobre de la *Revue de l'OFCE* et Jacques Adda, «La baisse du prix du pétrole : quelles perspectives pour l'OPEP et quelles retombées pour le Tiers Monde...», *Revue de l'OFCE*, n° 16, juillet 1986.

En conclusion, les conditions de demande permettront de relever légèrement le *prix réel* du baril pour le ramener en 1993 au niveau qui était le sien à la veille du second choc pétrolier. Les conditions d'offre et la volonté saoudienne d'éviter toute perte de compétitivité du pétrole empêcheront, sauf choc politique, les prix de dérapier au delà de ce niveau. On doit être conscient que toute limitation volontaire de la part des pays du Golfe de la *progression* de leur production créerait de fortes tensions sur les prix. Inversement, il est vraisemblable que ces pays sont parfaitement conscients qu'un tel revirement de stratégie compromettrait sérieusement leurs perspectives de développement à long terme au nom d'une illusoire prospérité à court terme.